

Depuis le 22 octobre, une nouvelle constitution, adoptée par voie de referendum, limite notamment la présidence à un mandat unique de sept ans et prévoit plusieurs freins et contrepoids aux abus de pouvoir. De nouveaux partis politiques se sont formés et, le 11 février, le Parti de la justice démocratique (DJP) du Président Chun a remporté une majorité écrasante des sièges du collège électoral, ce qui a assuré l'élection de Chun, le 25 février, pour sept ans. Le 25 mars suivant, le Parti de la justice obtenait la majorité absolue à l'Assemblée nationale.

La loi martiale fut levée à la fin de janvier et les activités politiques pacifiques sont de nouveau reconnues comme légales. Par suite d'amnisties dont la plus récente remonte à la mi-août, les sentences d'un certain nombre de prisonniers politiques (y compris ceux qui avaient pris part aux événements de Gwangiu) ont été commuées ou abrégées.

Situation économique intérieure

Au cours de la dernière année, la Corée a connu sa période la plus décevante sur le plan économique depuis près de 20 ans. Le PNB pour 1980 (aux prix de 1975) est en fait tombé de 5,7%; le chômage s'est aggravé et le taux d'inflation a dépassé 30%. Ce malaise économique peut, il est vrai, être attribué en grande partie aux politiques